

## **CERC PAYS DE LA LOIRE**

Association Loi 1901

Siège social : 10 BD GASTON SERPETTE - 44000 NANTES

SIREN. : 785 998 832

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

**BAFEC - TOADENN NANTES**

4 rue Edith Piaf, Immeuble Asturia C | 44800 Saint-Herblain  
Téléphone : 02.23.45.14.51 | E-mail : [contact@talenz-toadenn.fr](mailto:contact@talenz-toadenn.fr)

[www.toadenn.talenz.fr](http://www.toadenn.talenz.fr)

SAS au capital de 20 000 € | SIRET 52440336700021 | RCS Nantes 524 403 367 | TVA Intracommunautaire FR93524403367  
Société de commissariat aux comptes inscrite à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest-Atlantique

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au Comité Directeur de l'association CERC PAYS DE LA LOIRE,

### **OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'organe délibérant, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CERC PAYS DE LA LOIRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **FONDEMENT DE L'OPINION**

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur la correcte comptabilisation des subventions perçues, l'estimation des produits constatés d'avance et des produits à recevoir, ainsi que la caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

## RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

## RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus

élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nantes, le 26 juin 2025

**BAFEC - TOADENN NANTES**



Virginie ARDOIN  
Commissaire aux Comptes  
Associée

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	3 477	3 477		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	21 399	20 072	1 327	2 182
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	24 877	23 549	1 327	2 182
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	72 124		72 124	79 571
Créances reçues par legs ou donations				
Autres				
Valeurs mobilières de placement	139 958		139 958	139 958
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	280 468		280 468	232 908
Charges constatées d'avance	7 859		7 859	7 705
TOTAL III	500 410		500 410	460 142
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	525 286	23 549	501 737	462 324

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
<b>Fonds propres</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	67 168	67 168
Autres réserves		
Report à nouveau	266 780	247 560
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
Excédent ou déficit de l'exercice	28 442	19 220
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
<b>Situation nette</b>	<b>362 391</b>	<b>333 948</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL I</b>	<b>362 391</b>	<b>333 948</b>
Comptes de liaison <b>II</b>		
<b>Fonds reportés et dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL III</b>		
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	5 153	5 153
<b>TOTAL IV</b>	<b>5 153</b>	<b>5 153</b>
<b>Emprunts et dettes</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	123	123
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 924	18 632
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	52 782	49 270
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	69	69
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	69 295	55 128
<b>TOTAL V</b>	<b>134 194</b>	<b>123 223</b>
Écarts de conversion passif <b>VI</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>501 737</b>	<b>462 324</b>

## Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
<b>Produits d'exploitation</b>		
Cotisations	58 929	58 929
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Ventes de prestations de services	5 158	5 368
- dont parrainages		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics		
- dont concours publics aux activités sociales et médico-sociales		
Subventions d'exploitation	270 003	294 969
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	5	4
<b>TOTAL I</b>	<b>334 095</b>	<b>359 270</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	62 114	83 790
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	960	1 040
Salaires et traitements	167 687	184 668
Charges sociales	72 521	72 815
Dotations aux amortissements et dépréciations	855	1 087
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	4 543	3 282
<b>TOTAL II</b>	<b>308 681</b>	<b>346 682</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>25 414</b>	<b>12 588</b>

## Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Produits financiers</b>		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	3 229	2 940
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		3 855
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL III</b>	<b>3 229</b>	<b>6 795</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>		
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>3 229</b>	<b>6 795</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>28 643</b>	<b>19 383</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>		
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
<b>TOTAL VI</b>		
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>		
Participation des salariés aux résultats <b>VII</b>		
Impôts sur les bénéfices <b>VIII</b>	201	163
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>337 324</b>	<b>366 065</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>308 882</b>	<b>346 845</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT (Total des produits - Total des charges)</b>	<b>28 442</b>	<b>19 220</b>
<b>- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociale sous gestion contrôlée</b>		

<b>Contributions volontaires en nature</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature	13 721	13 721
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>	<b>13 721</b>	<b>13 721</b>
<b>Charges des contributions volontaires en nature</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	13 721	13 721
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>	<b>13 721</b>	<b>13 721</b>



## **Annexe**

## Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 501 737 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 28 442 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### Faits caractéristiques

Pas de faits marquants à relever au titre du présent exercice.

### Objet social, Nature et périmètre des activités & moyens mis en œuvre

Cette association a pour but de définir et de mettre en œuvre les moyens et les méthodes nécessaires à une meilleure connaissance du marché exprimé et potentiel du Bâtiment et des Travaux Publics de la région des PAYS DE LA LOIRE, et plus globalement d'observer et d'enregistrer tous phénomènes économiques relatifs à la construction, au logement et aux infrastructures.

En outre, elle a pour but de resserrer les liens entre les administrations et les professions intéressées à ces activités en vue d'améliorer leur compréhension mutuelle.

Elle pourra élaborer des propositions tant sur le plan conjoncturel que sur le plan réglementaire.

A l'initiative de ses membres, l'association effectue toutes enquêtes, exécute et publie toutes études, dispense, par voie de convention ou autrement, toutes prestations nécessaires à la réalisation de son but. Tous les travaux et études effectués à l'initiative de la CERC demeurent sa propriété et ne peuvent être diffusés ou consultés par des personnes étrangères qu'avec l'accord du Bureau.

### Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- Logiciels : 1 an,
- Mobilier de bureau et informatique: 3-10 ans,
- Mobilier : 3-10 ans.

### Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **Subventions d'investissement**

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

### **Provision pour risques et charges**

Une provision pour risques et charges a été constituée à la clôture de l'exercice à hauteur de 5.152,72 euros.

### **Engagements de départ à la retraite**

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- convention collective du bâtiment
- hypothèse de progression de la masse salariale : 2,00 %
- taux de charges sociales : 41 % en ETAM et 48 % en CADRE
- taux d'actualisation retenu à 3,17 %.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 25.703,68 euros.

### **Régime fiscal**

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

### **Cotisations à l'association - méthode de reconnaissance**

Les cotisations sont reconnues à l'appel de cotisations.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 477		
TOTAL	3 477		
Terrains			
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui			
Installations : - Générales, agencements et aménagements constructions - Techniques, matériel et outillage - Générales, agencements et aménagements divers			
Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier	21 399		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	21 399		
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres : - Participations - Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL			
TOTAL GÉNÉRAL	24 877		

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			3 477	
TOTAL			3 477	
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui				
Installations : - Gales, agencts et aménagt. const. - Techniques, matériel et outillage - Gales, agencts et aménagt. divers				
Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier			21 399	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL			21 399	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres : - Participations - Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL			24 877	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 477			3 477
TOTAL	3 477			3 477
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	19 217	855		20 072
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	19 217	855		20 072
TOTAL GÉNÉRAL	22 694	855		23 549

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
<b>De l'actif circulant</b>			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	72 124	72 124	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	7 859	7 859	
<b>TOTAL</b>	<b>79 983</b>	<b>79 983</b>	

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : - A 1 an max. à l'origine - A plus d'1 an à l'origine	123	123		
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	11 924	11 924		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	17 972	17 972		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	32 869	32 869		
Impôts sur les bénéfices	201	201		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	1 740	1 740		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	69	69		
Produits constatés d'avance	69 295	69 295		
<b>TOTAL</b>	<b>134 194</b>	<b>134 194</b>		

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Réglémentées</b>				
Provisions pour : - Reconstitution des gisements				
- Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL I</b>				
<b>Risques et charges</b>				
Provisions pour : - Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
- Pensions et obligations	5 153			5 153
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>TOTAL II</b>	<b>5 153</b>			<b>5 153</b>

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Dépréciations</b>				
Immobilisations : - Incorporelles				
- Corporelles				
- Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation				
<b>TOTAL III</b>				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)</b>	<b>5 153</b>			<b>5 153</b>
- D'exploitation				
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles				

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 750	16 790
Dettes des legs ou donations		
Dette fiscales et sociales	26 588	25 685
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	37 338	42 475

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	67 800	73 627
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	67 800	73 627



Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation	69 295	55 128
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		69 295	55 128

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	7 859	7 705
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		7 859	7 705

Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice

	Union européenne	État	Collectivité territoriale	CAF	Autres	TOTAL
Concours Publics						
Subventions d'exploitation			187 260		61 743	249 003
Subventions d'investissement						
TOTAL			187 260		61 743	249 003

Au niveau des collectivités territoriales, nous retrouvons :  
la Région PAYS DE LA LOIRE  
la DREAL  
l'ADEME

La catégorie "autres" correspond au financeurs suivants :  
OPCO DE LA CONSTRUCTION - CONSTRUCTYS  
FEDERATION REGIONALE DES TRAVAUX PUBLICS DES PAYS DE LA LOIRE  
FEDERATION REGIONALE DU BATIMENT DES PAYS DE LA LOIRE  
ETABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPERATION INTERCOMMUNALE CHOLET  
ETABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPERATION INTERCOMMUNALE VAL DE LA SARTHE

Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice se décompose de la manière suivante :

Nature du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux (%)
Ventes de marchandises		
Ventes de prestations de services	5 158	100.00
TOTAL	5 158	

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Libellé	Résultat avant impôts	Impôts	Résultat après impôts
Résultat courant	28 643	201	28 442
Résultat exceptionnel (y compris participations)			
Résultat comptable	28 643	201	28 442

Honoraires des commissaires aux comptes

Type d'honoraires	Montant
Contrôle légal des comptes	4 454
Conseils et prestations de services	
TOTAL	4 454

Etat de variation des capitaux propres

	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
Capital social ou individuel				
Prime d'émission, de fusion, d'apport				
Écarts de réévaluation				
Écart d'équivalence				
- Légale				
Réserves :    - Statutaires ou contractuelles				
- Réglementées				
- Autres	67 168			67 168
Report à nouveau	247 560	19 220		266 780
Résultat de l'exercice	19 220	28 442	19 220	28 442
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL	333 948	47 662	19 220	362 391

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	2	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	2	
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	4	